

Au ras-le-bol général : grève générale !

La misère s'accroît dans l'Hexagone...

Plus de 7 millions de personnes avec des revenus en dessous du seuil de pauvreté, 5 millions de mal logés, 3 millions de personnes au chômage dont un million au RMI, 25 % des jeunes au chômage, des centaines de milliers de personnes galérant au quotidien en intérim, en temps partiels forcés, en stages non rémunérés... en France comme en Espagne ou en Allemagne...

La situation n'est guère plus brillante au niveau régional : 13% de la population bas-normande vit sous le seuil de pauvreté, 10% de la population active est au chômage, un salarié sur cinq perçoit moins du SMIC. **On compte 180 000 personnes précaires face à l'emploi, soit 30% des actifs de la région.** 30 000 personnes sont en attente d'un logement social sur le Calvados. Il ne s'agit pas simplement de lutter contre un contrat merdique pour les jeunes (CPE), mais bien de lutter contre un projet de société visant à institutionnaliser une **précarisation générale de la population.** (chiffres Ouest France)

Les services publics sont bradés !!

L'accès de toutes et tous au logement, à la santé et à l'éducation n'est depuis bien longtemps plus assuré. Tous les services publics sans exception (éducation, santé, culture, inspection du travail, recherche...) sont entrés en lutte contre le désengagement volontaire et programmé de l'Etat. La diminution du nombre de postes à tous les concours d'accès à la fonction publique en est révélatrice. L'université, comme d'autres secteurs, produit et emploie des précaires (à Caen, sur 800 IATOS au moins 250 sont précaires !). Ce choix d'une société sans solidarité nous a été imposé. Faut-il rappeler que Sarkozy nous a même inventé un « délit de solidarité » (interdiction d'héberger des sans-papiers). A quand le crime de fraternité ou de liberté ?

Ceux qui nous gouvernent et nous exploitent prétendent s'attaquer à la précarité ??

Il est évident que l'on n'assure pas des conditions de vie stables et décentes pour tous en soumettant les salariés à une période d'essai de deux ans (CPE et CNE). Il est évident que l'on ne contribue pas au développement de la jeunesse en faisant des gamins en difficulté scolaire de la chair à patrons, dès l'âge de 14 ans (modification de l'apprentissage avec le travail de nuit dès 15 ans). Il est évident que les exonérations de cotisations patronales pour les embauchés en CPE et CNE creuseront les déficits de nos systèmes de sécurité sociale, d'assurance maladie et de retraite. Enfin, il est évident que l'on ne résoudra pas le malaise des banlieues en y installant des zones franches urbaines (qui ne rapportent aucune taxe professionnelle dans les budgets des conseils municipaux) et en considérant leurs habitants comme des indigènes à mater à coups de flash ball, sous prétexte d'Etat d'urgence.

Rassurez-vous : ce n'est pas la misère pour tout le monde !!

Les ministres ont augmenté leur salaire de 70% en 2002 et les frais de l'Elysée ont grimpé de 745% entre 1995 et 2005 ! Les entreprises du CAC 40 (40 entreprises françaises représentatives) accumulent des bénéfiques records (12 milliards d'€ pour Total...). EDF et GDF font eux aussi des bénéfiques énormes, diminuent leurs masses salariales, augmentent leurs tarifs et sont donnés pour des clopinettes au secteur privé.

MEDEF et gouvernants sont unis, méthodiques, déterminés et ont un projet clair en tête : transformer en profondeur et sans retour l'ensemble de la société.

Un mouvement de lutte contre le CPE et de la loi d'Egalité des chances (s'élargissant de plus en plus au refus de la précarité dans son ensemble) s'est engagé fin janvier. Il regroupe actuellement de plus en plus de lycéens (565 lycées bloqués), d'étudiants (près de 70 universités en grève et bloquées sur 84) et de salariés participant ensemble aux manifestations rassemblant de plus en plus de monde (Mardi 28/03 : près de 3 millions de personnes dans les rues !).

Le gouvernement campe sur ses positions et se refuse à tout compromis. Cela tombe bien, nous aussi !

NOUS NE POUVONS VAINCRE QU'EN LUTTANT ENSEMBLE PAR LA GREVE GENERALE !

Il ne s'agit plus de contester, de voter... mais bien de lutter pour arrêter cette machine infernale. La résignation ne résout rien. Même en temps de « crise », des acquis sociaux ont pu être conquis par le passé grâce à des luttes globales et déterminées portées par un espoir collectif (le Front Populaire de 1936, le programme du Conseil National de la Résistance durant la seconde guerre mondiale...). C'est pour cela que nous appelons l'ensemble de la population à se mobiliser par la **grève générale reconductible contre tous les contrats précaires** (CPE, CNE, contrat unique ...), **pour l'amélioration des conditions de travail et des conventions collectives par secteurs.** Nous appelons également à une **solidarité** par tous les moyens (discussions, dons, actions ...) pour tous ceux qui ne peuvent pas manifester en raison de leur condition précaire (CDD...).

Mardi 4 Avril : AG de ville après la manif sur le parvis de la mairie
15h, parvis de la mairie : Départ de la
Manifestation